DÉCLARATION LIMINAIRE CSAL FORMATION SPÉCIALISÉE DU 10/10/2025 :

Melun, le 10 octobre 2025

Madame la Présidente,

Nous nous retrouvons pour la première fois dans une instance officielle, c'est pour Solidaires Finances Publiques 77 l'occasion de vous renouveler nos propos tenus lors de notre rencontre en bilatéral du 10 juillet 2025 concernant nos attentes sur le dialogue social. Lors des différents échanges que nous pourrons avoir, Solidaires Finances Publiques 77 souhaite un dialogue social riche, de confiance, dans lequel les représentants des personnels que nous sommes, seront entendus et écoutés. Nous souhaitons que nos remontées soient prises en compte dans vos décisions. Nous ne cesserons de défendre nos revendications au bénéfice de l'ensemble des agentes et agents de la DDFiP 77.

Nous ne reviendrons pas dans cette instance sur le contexte international anxiogène et nous nous limiterons à la situation politique et budgétaire nationale.

26 jours a été le délai nécessaire pour nommer un gouvernement, qui plus est n'était qu'un gouvernement de revenants, le best-of de la Macronie Vol.2.

Ce gouvernement n'aura finalement tenu que 14 heures…, de ce fait Sébastien Lecornu détient le record du 1er ministre le plus éphémère de la Ve République, et son gouvernement est le plus éphémère depuis plus d'un siècle.

Le 1er ministre avait promis une politique de rupture, il a effectivement rompu… avec les Français.

Par conséquent cette instance se déroule dans un contexte de crise de régime inédite. Cette situation révèle avant tout une crise démocratique de grande ampleur où depuis sa tour d'ivoire, rien d'autre ne compte pour le Président en fin de règne, à part conserver le pouvoir coûte que coûte. Coûte que coûte au détriment de nos institutions, coûte que coûte au détriment de la majorité de la population et ce en renforçant sans cesse l'extrême-droite.

Cette crise politique et démocratique s'accompagne d'une crise sociale et écologique. En juillet dernier, l'INSEE a démontré, que la pauvreté dans notre pays n'a jamais été aussi importante depuis 30 ans. Elle touche aujourd'hui, 1 personne sur 6. Ainsi, 10 millions de personnes vivent en dessous de 1 288 € par mois. Sur les huit premiers mois de l'année 2025, la hausse du nombre de dépôts de dossiers de surendettement s'établit à 6,7 % par rapport aux huit premiers mois de 2024.

Cette instance ne peut ignorer les impacts causés par cette crise sur la santé mentale de nos populations.

Les agentes et les agents de la DGFiP sont triplement concernés : en tant que citoyen, en tant qu'agent du Service Public et en tant qu'acteur majeur de notre budget national.

C'est lourd à porter et nous vous avons alerté à maintes reprises sur la situation dégradée au regard des risques psycho-sociaux (RPS).

Notre Administration voit davantage d'arrêts maladies pour des raisons psychiques et voit davantage de personnes mettre fin ou tenter de mettre fin à leurs jours.

Les RPS dans le DUERP font d'ailleurs état de la démotivation, de l'inquiétude, d'un besoin de reconnaissance exprimé par les agents. La seule réponse que l'administration apporte est la formation, le soutien de l'encadrement, sa bienveillance et la remontée des difficultés au pôle métier.

Si les formations SST sont de formidables outils d'information du risque, elles ne sont pas des moyens d'actions !

Il s'agit là uniquement d'actions de préventions qui ne peuvent prétendre à répondre à la faiblesse de notre Gouvernement et à sa politique de destruction du bien commun, dont la DGFiP et ses agents font partie intégrante, quoi qu'on en pense !

Prendre en compte les RPS, c'est reconnaître la santé mentale et physique des agents. Cela doit être un enjeu majeur pour l'administration. Mais avec ce qu'il est envisagé pour la Fonction Publique, ce n'est pas encore demain que ces risques vont s'atténuer.

Solidaires Finances Publiques 77 vous demande donc une nouvelle fois, Madame la Présidente, de ne pas sous-estimer le mal-être au travail des agents. Ces derniers attendent de vous qu'ils soient pris en compte et que vous agissiez jusqu'au plus haut niveau si nécessaire.

Solidaires Finances Publiques 77 vous soutiendra toujours dans cette démarche.

S'agissant du rapport d'activité 2024 effectué par les assistantes sociales, il regroupe tous les éléments que nous dénonçons depuis longtemps : un pouvoir d'achat insuffisant, des conditions de travail fortement dégradées, une vie professionnelle et une vie personnelle liées donc quand l'une ne va pas, l'autre en paye les conséquences.

Il est donc totalement légitime et même salutaire pour l'ensemble des agents que Solidaires Finances Publiques réclame :

- non seulement l'arrêt de la perte du pouvoir d'achat, mais également le rattrapage de l'ensemble des pertes subies depuis des années.
- des moyens à la hauteur de nos missions afin d'enrayer la dégradation des conditions de travail

Enfin, s'agissant de la prise en charge des difficultés des agentes et agents, Solidaires Finances Publiques 77 remercie leur travail et leur disponibilité particulièrement appréciés. Les assistantes sociales utilisent toutes les possibilités à leur disposition et notamment en lien avec la Mgéfi/MASFIP, notre mutuelle actuelle. Cette pratique constitue un complément de solutions aux problèmes des agents, et nous ne pouvons que nourrir de vives inquiétudes suite au choix imposé par le Ministère du nouveau prestataire santé Alan.

S'agissant du rapport annuel 2024 de la médecine du travail, il fait apparaître une augmentation des orientations vers un psychologue. De plus, la charge de travail, la pression temporelle, ainsi que les évolutions organisationnelles avec l'incertitude sur l'avenir professionnel sont décrites par les agents et que des conflits interpersonnels restent présents. Ce rapport de la médecine du travail renforce donc la nécessité de la prise en considération du mal-être au travail des agents et de la mise en place d'une véritable volonté visant à diminuer les RPS.

Concernant les travaux relatifs au retrait d'amiante, nous avons été informés par courriel sur les adresses des organisations syndicales le 19 septembre que des travaux allaient avoir lieu sur le site de Fontainebleau à compter du 29 septembre À l'avenir, nous demandons à ce que ce sujet face l'objet d'un point à l'ordre du jour d'une Formation Spécialisée du CSAL de la DDFiP 77 et que les documents soient envoyés à l'ensemble des représentants de cette instance et non uniquement sur les balf des organisations syndicales.